

La stabilité macro-économique conditionne-t-elle l'impact des IDE sur la croissance économique et sur le processus d'émergence? Une étude empirique sur des pays d'Afrique, d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Asie

Lahsen ABDELMALKI*, Monnet B.P. GBAKOU**, Mustapha SADNI JALLAB *** et René SANDRETTO*¹

Résumé:

La relation entre les flux d'IDE entrants et la croissance des pays en développement a reçu une large attention dans la littérature récente. Il s'avère cependant que la thèse jusqu'alors largement acceptée, selon laquelle les IDE sont l'un des principaux vecteurs de la croissance ou même qu'ils contribuent à cette croissance, est loin de faire aujourd'hui l'unanimité. Dans cette contribution, nous cherchons à vérifier si la stabilité macroéconomique (mesurée par le taux d'inflation) joue un rôle sur l'influence éventuelle des flux internationaux de capitaux entrants sur la croissance économique du pays de destination de ces investissements. Notre étude porte sur un échantillon de 87 pays en développement appartenant à trois zones géographiques: Afrique, Amérique latine/ Caraïbes et Asie. Cette relation est testée à la fois globalement sur la totalité de l'échantillon et sur chacun des trois zones géographiques distinctement. L'étude s'intéresse à la période 1990-2005. Nous contrôlons à la fois pour les effets individuels et les effets de tendance temporels dans l'estimation économétrique de l'équation de croissance économique. Pour tenir compte à la fois du caractère endogène des IDE et de l'inflation et de la corrélation entre les termes d'erreur des équations du modèle, nous utilisons la méthode des triples moindres carrés. Notre principale conclusion est que les IDE ont effectivement une influence positive sur la croissance pour les pays d'Afrique et ceux d'Amérique latine et Caraïbe. A contrario, nous montrons que l'instabilité macroéconomique exerce une influence négative et limite l'effet des IDE dans le seul cas de l'Afrique

Abstract:

This paper aims to analyze the influence of foreign direct investment (FDI) on economic growth in a large sample of 87 developing countries (in Africa, Latin America/Caribbean, and Asia). More recently, the relationship between FDI and growth in LDCs has been extensively debated in the economic literature: mainly, the idea that FDI stimulates economic growth does not receive a unanimous support. We test this relationship in presence of economic instability (i.e inflation) for the entire sample of developing countries and separately for each geographic area (Africa, Latin America and the Caribbean, and Asia). Our econometric specification of economic growth controls both for individual specific effects and temporal trend. Endogeneity of FDI and inflation and the potential correlation of terms of error issues are addressed by using the estimator of Three Stage Least Squares (3SLS). Our findings mainly show that FDI exert a positive effect on economic growth for Africa and Latin America and the Caribbean. However, (high) inflation negatively affects economic growth and also limits the effect of FDI only in Africa.

Mots clés: IDE, croissance, inflation, stabilité macroéconomique, Triple moindres carrés, pays en développement.

Classification JEL: C32, C33, F21, F23, F43

¹ (*) Université de Lyon 2, respectivement Maître de conférences et Professeur à l'université Lumière Lyon 2. 16 Quai Claude Bernard, 69007, Lyon, Courriel: Lahsen.Abdelmalki@univ-lyon2.fr et Rene.Sandretto@univ-lyon2.fr

(**) Enseignant chercheur, Université de Cocody-Abidjan, Courriel: Patrick.Gbakou@gmail.com

(***) Economiste, Organisation Mondiale du Commerce, Centre William Rappard, rue de Lausanne 154, CH-1211 Genève, Suisse. Courriel : Mustapha.SadniJallab@wto.org

Les opinions émises dans cet article sont strictement celles des auteurs et n'engagent nullement le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce ou un de ses États membres.

I. Introduction

L'une des manifestations les plus spectaculaires de la globalisation au cours du dernier quart de siècle a été l'expansion vertigineuse des flux d'investissements internationaux, dont une partie notable (environ 40 %) s'oriente vers les pays en développement. Les données publiées par la CNUCED, montrent par exemple que les flux d'IDE à destination des pays en développement (PED) ont été multipliés par 7 au cours des années 1990, alors que le stock d'IDE a quintuplé au cours de la même période. Au cours des années 2000, le processus s'est poursuivi à un rythme élevé, bien qu'un peu moins soutenu, puisque les flux internationaux d'investissements entrants dans les PED ont progressé à nouveau de 52 % entre 2001 et 2005, de 21 % en 2006 et de 16 % en 2007.

Une telle progression est sans précédent historique. Le contraste est, en effet, saisissant entre la période qui précède et celle qui suit le milieu des années 1980. Avant 1985, les IDE progressaient à peu près au même rythme que le commerce mondial. À l'inverse, après 1985, on assiste à une déconnexion très nette entre les taux de progression de ces deux flux. La croissance des IDE est beaucoup plus rapide que celle des échanges internationaux et, *a fortiori* que celle de la production à l'échelle planétaire. Ce constat a pu conduire certains analystes à diagnostiquer que la globalisation, portée par cette brusque accélération aurait commencé en... 1985. Ce qui est également remarquable est que tous les groupes de pays sont concernés par cette évolution : les pays développés au sein desquels est concentrée la plus large fraction des IDE, ainsi que les économies émergentes et les pays en transition qui deviennent des zones particulièrement attractives. De nos jours, les stocks d'IDE représentent plus de 20 % du PIB global.

Si la progression des IDE vers les PED est incontestable, l'appréciation des conséquences que ces derniers produisent sur la croissance économique des pays d'accueil est devenue un sujet de débat.

Notre contribution s'inscrit dans la problématique des travaux récents, aux résultats contradictoires, portant sur l'impact des IDE sur la croissance économique des pays de destination. Plus précisément, nous cherchons à vérifier si la stabilité macroéconomique, mesurée au moyen du taux d'inflation contribue à induire un effet positif des IDE sur la croissance dans les pays en développement qui accueillent ces investissements. Cette question n'a guère été traitée à ce jour, puisque l'on ne compte que trois publications se rattachant, au demeurant d'assez loin, à cette question (cf. *supra* section 2). Nous espérons ainsi apporter une contribution à l'état des connaissances empiriques sur ce point.

Après une brève revue de la littérature (section 2), nous présentons l'approche économétrique utilisée (section 3), puis les données et les variables prises en compte (section 4), les résultats obtenus et leur interprétation (section 5), avant de tirer les conclusions de notre analyse (section 6).

II. Une revue de la littérature

Au cours des deux dernières décennies, la relation entre les flux d'IDE entrants et la croissance des pays en développement a reçu une large attention dans la littérature récente. Une large gamme de positions a été défendue, allant d'un optimisme inconditionnel qui caractérise la plupart des travaux d'inspiration néoclassique ou, plus récemment les « nouvelles théories de la croissance » à un pessimisme systématique, notamment de la part des économistes « radicaux ».

L'idée la plus largement acceptée — et au demeurant assez peu discutée parmi les analystes et les décideurs politiques — est que les IDE sont susceptibles de stimuler la croissance par différents canaux. Ils augmentent le stock de capital, peuvent améliorer l'emploi et favoriser le changement technologique par divers mécanismes de diffusion et d'effets de « débordement » dont peuvent bénéficier les firmes locales. Dans la mesure où ils sont porteurs de transferts de technologies, on peut attendre des IDE qu'ils contribuent également à accroître le potentiel scientifique et technique ainsi que l'accumulation des connaissances par diffusion et acquisition de savoir-faire au sein des pays de destination. Enfin, ils peuvent œuvrer à l'introduction de nouvelles pratiques managériales et améliorer l'organisation du processus de production. Au total, les IDE auraient pour vertu d'élever l'efficacité productive et de stimuler la croissance économique dans les pays de destination.

Comme l'a montré Rappaport (2000), sous l'influence des effets de débordement technologiques (*spillover effects*), les IDE tendent à accroître non seulement la productivité des firmes qui reçoivent ces investissements, mais aussi, potentiellement toutes les firmes du pays hôte. Ces *spillovers* peuvent résulter d'externalités internes à une même industrie et être liés à la concurrence entre firmes qui sont sur le même marché (*spillover* horizontaux²) ou d'externalités interindustrielles (*spillovers* verticaux)³. Dans ce dernier cas, de nouvelles technologies peuvent se diffuser vers les fournisseurs de l'entreprise considérée (*backward linkages*) ou vers ses clients (*forward linkages*)⁴.

Comme le résume bien Campos et Kinoshita (2002), « la thèse selon laquelle les IDE exercent un impact positif sur la croissance économique semble avoir acquis le statut d'un fait stylisé dans la littérature en économie internationale ». Les premiers travaux de vérification empirique s'inscrivent pleinement dans cette conception optimiste. Dans leur grande majorité, ces analyses accréditent largement l'idée que les IDE sont des vecteurs de croissance pour le pays de destination, en contribuant à l'adoption de la technologie et des savoir-faire étrangers, en améliorant le capital humain et en accroissant la productivité. Ces externalités positives sont les principaux vecteurs par lesquels les influences bénéfiques des flux d'investissement entrants sont transmises à une large gamme de firmes locales (et pas seulement celles qui sont les destinataires directes de ces investissements).

Ces bénéfices attendus expliquent que de nombreux pays en développement ont assoupli ou éliminé les restrictions appliquées fréquemment au cours des années 1980 aux investissements internationaux. De ce fait, de nombreux pays se sont convertis aux politiques d'attractivité en offrant aux capitaux étrangers des avantages fiscaux et des subventions. Le fait que les économies émergentes à croissance forte ont basé leur stratégie de développement sur des politiques d'ouverture commerciale et des mesures favorables aux investissements étrangers accrédite cette vision optimiste, d'autant plus aisément que ces pays ont réussi à capter une fraction croissante des flux globaux d'IDE sur la période récente. Toutefois, ce point de vue optimiste est loin de faire l'unanimité aujourd'hui. Déjà, dans le courant des années 1950 à 1970, les influences externes subies par les pays en développement étaient fréquemment considérées comme porteuses de vulnérabilité, de dépendance ou de domination. Ce point de vue était largement défendu au sein des courants de pensée hétérodoxes : théorie la domination, approches développementalistes, tiers-mondistes, dualistes, dépendantistes, structuralistes, radicales, alternatives, etc.

Cette conception pessimiste concernant les influences externes trouve aujourd'hui un écho dans plusieurs études micro ou méso-économiques (réalisées au niveau sectoriel). Ces travaux soulignent la faible capacité d'absorption technologique des pays en développement, les risques d'effets d'éviction des investissements domestiques par les investissements étrangers, les risques de vulnérabilisation aux facteurs externes, de dépendance, avec notamment la possibilité d'une fragilisation financière issue de la détérioration de la balance des paiements suite aux rapatriements de profit ou encore le danger d'une compétition destructrice dont pourraient être victimes les entreprises locales face à la concurrence des filiales d'entreprises étrangères plus puissantes et plus performantes dans la lignée des modèles de *revenue cannibalization* et de *Market Stealing effect*. (Teece, D. J., 1986 et 2006, Merges 1997, McGahan et Silverman, 2006, Greenhalgh C. et Rogers M, 2007). Les IDE pourraient ainsi se solder non pas par une croissance accrue dans les pays de destination, mais au contraire par une inhibition de celle-ci.

Au niveau empirique, dans une étude consacrée au Venezuela sur la période 1979-1989, Aitken et Harrison (1999) ne trouvent aucune preuve de retombées positives de la pénétration des firmes étrangères pour les entreprises locales. De même, Haddad et Harrison (1993), comme avant eux Mansfield et Romeo (1980) concluent à l'absence d'effets bénéfiques des IDE sur le rythme de la croissance des pays en développement en général et dans le cas du Maroc, plus particulièrement.

² Un exemple typique pourrait être l'incitation pour une firme locale à adapter sa technologie au contact d'une entreprise étrangère, en copiant cette dernière, en tentant d'embaucher son personnel, etc.

³ Voir Kluger M., 2005.

⁴ Sur ce point, voir par exemple Javorcik, 2004; Alfaro and Rodriguez-Clare, 2004.

Ce « pessimisme des IDE »⁵, fréquent dans les études microéconomiques est on ne peut mieux résumé par L. R de Mello (1999), lorsqu'il écrit : « le fait que les IDE puissent constituer un catalyseur de la croissance économique, de l'accumulation du capital et du progrès technique semble être une hypothèse moins contestable en théorie qu'en pratique ».

En revanche, les travaux macroéconomiques qui s'intéressent aux relations entre les flux globaux d'IDE et la croissance sur des échantillons relativement vastes de pays concluent plus fréquemment (mais pas de manière unanime) à une influence stimulatrice des flux d'IDE entrants.

Face à des points de vue aussi radicalement opposés, on serait tenté de penser que l'effet stimulant des IDE serait lié au respect de conditions permissives particulières bien définies. Pourtant, à ce niveau également, il n'existe pas actuellement de consensus sur ce que pourrait être cet « environnement » favorable. Ainsi, Blomstrom et alii. (1994) concluent que le niveau d'éducation de la population ne contribue pas significativement à l'établissement d'une relation positive entre les IDE entrants et la croissance dans les pays en développement. Cette conclusion contraste avec les résultats obtenus par Borensztein et al. (1998). Pour ces auteurs, les IDE stimulent la croissance sous la condition qu'une main-d'œuvre éduquée et qualifiée permette de tirer avantage des effets de débordement technologiques induits par les investissements étrangers. Plus précisément, les auteurs mettent en évidence un impact négatif des IDE sur la croissance dans les pays ayant un faible niveau de capital humain. En revanche, les effets directs des IDE stimulent la croissance lorsque le capital humain dépasse un certain seuil. En 1996, Balasubramanyam et alii. ont également montré que l'ouverture commerciale constitue un facteur déterminant de l'impact des IDE sur la croissance. Ce résultat venait confirmer la conclusion de Kawai (1994). À la même époque, Blomstrom et alii. (1994) avaient avancé l'idée que les IDE favorisaient la croissance si le pays d'accueil est suffisamment riche. D'autres auteurs, notamment Alfaro Chandra, Kalemli-Ozcan et Sayek (2004) soulignent l'influence potentielle d'un marché financier suffisamment large et profond. Plus rares sont les travaux qui s'intéressent à l'influence que la stabilité macroéconomique exerce sur la liaison entre les IDE et la croissance. Sur cette question, la contribution la plus notable est celle de Bleaney (1996)⁶. À partir d'un échantillon de pays en développement, l'auteur montre que sur la période 1980-1990, une stabilité macroéconomique est associée à une croissance plus forte pour un taux donné d'investissement (domestique et étranger). L'interprétation de ce constat est qu'une saine gestion macroéconomique (avec notamment un taux d'inflation limité) crée un environnement général plus sûr pour les investisseurs, favorisant ainsi la croissance. Simultanément, la stabilité macroéconomique, comme la stabilité politique, est un des déterminants majeurs de l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers. L'idée semblait donc acquise que des facteurs en nombre limité, tels le capital humain, l'ouverture commerciale, le niveau de revenu par tête et la stabilité macroéconomique, jouaient un rôle déterminant. Ce début de consensus a pourtant volé en éclats il y a une dizaine d'années.

Ainsi, Carkovic et Levine (2002), utilisant des données plus récentes et une méthode économétrique plus élaborée (méthode des moments généralisés) que les études précédentes, aboutissent à une conclusion opposée : « les IDE n'exercent pas une influence positive spécifique et robuste et sur la croissance ». En outre, l'étude des deux auteurs montre que le niveau d'éducation (nombre d'années de scolarisation), le développement du marché financier, l'ouverture internationale du pays, le revenu par tête n'exercent pas une influence significative sur un éventuel effet d'induction des IDE sur la croissance. Le scepticisme des auteurs est fondé sur le fait que les études antérieures ne permettaient pas de contrôler complètement un certain nombre de biais (biais de simultanéité, effets spécifiques aux pays et l'utilisation de variables dépendantes retardées dans les régressions de la croissance).

Dans un travail antérieur⁷, nous avons tenté d'évaluer l'influence que pouvait exercer la stabilité macroéconomique sur l'impact des IDE dans le cas particulier des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Nous avons pu mettre en évidence le fait que les IDE favorisent la croissance à la condition que le taux d'inflation soit maintenu à un niveau suffisamment bas, avec un effet de seuil que nous avons tenté

⁵ Nous utilisons cette expression par analogie avec le « pessimisme des élasticités » qui a été suscité par des discussions autour du théorème Marshall-Lerner-Robinson.

⁶ Voir aussi : Kormendi et Meguire(1985) et Fisher (1993).

⁷ Gbakou M.B.P., Sadni Jallab M. et Sandretto R. (2008)

de quantifier. Toutefois, le caractère limité de notre échantillon (11 pays) limitait sensiblement la portée des conclusions obtenues. La présente contribution remédie à cette insuffisance en prenant en considération un échantillon beaucoup plus large, incluant 87 pays en développement appartenant à quatre zones géographiques différentes (Afrique, Amérique latine, Caraïbes et Asie), ce qui devrait à la fois permettre d'améliorer la significativité de nos résultats et autoriser une plus grande finesse d'appréciation en comparant ces groupes géographiques.

III. Spécification économétrique

La spécification de l'équation de croissance économique vise surtout à établir le lien entre le taux de croissance économique et deux de ces déterminants majeurs que sont le niveau d'inflation et le niveau des flux nets d'investissements directs étrangers (IDE) entrants. Afin de réduire un éventuel biais excessif qui pourrait être dû aux variables omises, nous incluons des variables indicatrices spécifiques au pays et à l'année. Ces dernières variables permettent de contrôler à la fois les effets individuels et les effets de tendance temporels. Étant donné que dans notre échantillon, certains pays présentent des valeurs négatives de flux nets d'IDE entrants, la variable d'IDE est prise en niveau. En d'autres termes, la relation entre les flux d'IDE entrants et la croissance des pays en développement a reçu une large attention dans la littérature.

Il s'avère cependant que la thèse jusqu'alors largement acceptée, selon laquelle les IDE sont l'un des principaux vecteurs de la croissance ou même qu'ils contribuent à cette croissance, est loin de faire aujourd'hui l'unanimité. Dans cette contribution, nous cherchons à vérifier si la stabilité macroéconomique, mesurée par le taux d'inflation, joue un rôle sur l'influence éventuelle des flux internationaux de capitaux entrants sur la croissance économique du pays de destination de ces investissements. Notre étude porte sur un échantillon de 87 pays en développement appartenant à trois zones géographiques : Afrique, Amérique latine/Caraïbes et Asie. Cette relation est testée à la fois globalement sur la totalité de l'échantillon et sur chacun des trois zones géographiques distinctement. L'étude s'intéresse à la période 1990-2005. Nous contrôlons à la fois pour les effets individuels et les effets de tendance temporels dans l'estimation économétrique de l'équation de croissance économique.

Pour tenir compte à la fois du caractère endogène des IDE et de l'inflation et de la corrélation entre les termes d'erreur des équations du modèle, nous utilisons la méthode des triples moindres carrés. Notre principale conclusion est que les IDE ont effectivement une influence positive sur la croissance pour les pays d'Afrique et ceux d'Amérique latine et Caraïbe. A contrario, nous montrons que l'instabilité macroéconomique exerce une influence négative dans le seul cas de l'Afrique. Nous incluons le logarithme népérien de un plus le taux d'inflation annuelle comme étant la variable de la stabilité macroéconomique dans l'équation de croissance. Ce choix se justifie également sur le plan technique. En effet, nous supposons que l'effet d'une réduction unitaire de l'inflation dans une situation de forts taux d'inflation est beaucoup plus petit que l'effet d'une réduction unitaire de l'inflation dans une situation de faibles taux d'inflation ou de taux d'inflation modérés. Cela suggère en retour que la relation entre taux de croissance économique et taux d'inflation devrait être concave, au moins à des taux d'inflation élevés.

L'approche économétrique commence par spécifier l'équation de croissance économique suivante :

$$\log y_{it} - \log y_{i(t-1)} = \alpha \text{IDE}_{it} + \beta \log(1 + r_{it}) + \delta_i + \delta_t + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

où pour chaque pays i à la période t , y_{it} est le PIB par tête ; IDE représente les flux nets d'IDE entrants, r_{it} est le taux d'inflation, α et β sont des paramètres. $\log y_{it} - \log y_{i(t-1)}$ indique la croissance du PIB par tête du pays i entre t et $(t-1)$. La spécification de l'équation de croissance (1) inclut un ensemble complet de variables indicatrices pour les pays et pour les années séparément afin de contrôler les effets spécifiques de ces variables sur le taux de croissance : δ_i identifie les variables indicatrices pays et δ_t se réfère aux variables indicatrices années. L'inclusion de ces variables indicatrices années vise également à contrôler la corrélation entre pays due aux chocs communs au cours du temps. L'effet pays fournit une façon rudimentaire de capturer l'hétérogénéité entre pays dans d'autres déterminants qui affectent la

croissance, mais qui ne sont pas inclus dans la régression (Alfaro et Charlton, 2007). Enfin, ε_{it} est le terme d'erreur.

Si nous supposons qu'une unité supplémentaire d'IDE ne peut induire la croissance du PIB qu'à un certain niveau d'inflation optimal (à déterminer), la spécification de l'équation de croissance (1) peut être améliorée pour donner la spécification alternative (2) suivante :

$$\log y_{it} - \log y_{i(t-1)} = \alpha \text{IDE}_{it} + \beta \log(1 + r_{it}) + \lambda \text{IDE}_{it} \times \log(1 + r_{it}) + \delta_i + \delta_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

où λ est le paramètre de la variable du terme d'interaction obtenue par le produit de IDE_{it} et $\log(1 + r_{it})$. Les équations (1) et (2) peuvent être estimées par OLS. Cependant, à la suite des travaux existants dans la littérature et comme cela deviendra clair dans les développements qui suivent, il est difficile de soutenir l'hypothèse d'exogénéité des variables IDE_{it} et $\log(1 + r_{it})$. Par conséquent, la suite de la spécification économétrique utilise une procédure qui considère IDE_{it} et $\log(1 + r_{it})$ comme des variables endogènes. Nous avons besoin de variables instrumentales qui doivent être corrélées avec IDE_{it} et/ou $\log(1 + r_{it})$, mais pas avec la variable de croissance économique. Ainsi, les variables instrumentales de IDE_{it} sont ici : IDE retardé ($\text{IDE}_{i(t-1)}$) et la variable degré d'ouverture au commerce (open_{it}) et sa variable retardée ($\text{open}_{i(t-1)}$). $\log(1 + r_{it})$ a comme variables instrumentales le taux d'inflation retardé ($\log(1 + r_{i(t-1)})$), et le taux de la dette extérieure (dette_{it}) ainsi que sa variable retardée ($\text{dette}_{i(t-1)}$). Ce qui donne les équations suivantes :

$$\text{IDE}_{it} = \alpha_1 \text{IDE}_{i(t-1)} + \alpha_2 \text{open}_{it} + \alpha_3 \text{open}_{i(t-1)} + \alpha_4 \text{dette}_{it} + \alpha_5 \text{dette}_{i(t-1)} + \alpha_6 \log(1 + r_{i(t-1)}) + \delta_{1i} + \delta_{1t} + v_{it}$$

$$\log(1 + r_{it}) = \beta_1 \text{IDE}_{i(t-1)} + \beta_2 \text{open}_{it} + \beta_3 \text{open}_{i(t-1)} + \beta_4 \text{dette}_{it} + \beta_5 \text{dette}_{i(t-1)} + \beta_6 \log(1 + r_{i(t-1)}) + \delta_{2i} + \delta_{2t} + \eta_{it}$$

où, $\alpha_1, \alpha_2 \dots \alpha_6, \beta_1, \beta_2, \dots, \beta_6$, sont des paramètres ; v_{it} et η_{it} sont des termes d'erreur ; δ_{1i} et δ_{2i} sont des variables indicatrices pays ; δ_{1t} et δ_{2t} sont des variables indicatrices années. Le grand nombre de variables indicatrices rend aisé l'identification des paramètres du modèle.

L'équation de croissance (dans sa spécification 1 ou 2) est estimée simultanément avec les équations d'IDE et d'inflation en utilisant la méthode des triples moindres carrés. Cette approche a l'avantage de prendre en compte la corrélation entre les termes d'erreur ($\varepsilon_{it}, v_{it}, \eta_{it}$).

IV. Données et variables

Les données utilisées sont extraites des bases de données du FMI et de la Banque mondiale. Le tableau 1 dresse la liste complète des pays inclus dans l'étude. Les pays retenus ici sont ensuite repartis par région. Le choix des pays est surtout guidé par la disponibilité des données. Au total, les 87 pays en développement retenus se répartissent comme suit : 44 pays africains, 27 pays latino-américains et caraïbes, et 16 pays asiatiques.

Tableau 1 : Liste des pays et répartition par région

Groupe de pays	Pays
Pays africains	Afrique du sud, Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centre Afrique, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Équatoriale, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Îles Maurice, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe
Pays latino-américains et Caraïbes	Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chile, Colombie, Costa Rica, Dominique, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Salvador, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et Grenadines, Uruguay, Venezuela
Pays asiatiques	Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Iran, Jordanie, Lao, Liban, Malaisie, Oman, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Syrie, Thaïlande, Vietnam

L'étude s'intéresse également à la période allant de 1990 à 2005. Nous avons choisi cette période dans la mesure où elle nous permet d'avoir une source continue et complète de données pour l'ensemble des pays et nous évite ainsi de faire face au problème des valeurs manquantes. Le choix et la construction des variables utilisées sont dictés par la littérature existante. Par conséquent, la croissance économique est simplement mesurée par la différence entre le logarithme népérien du PIB par tête de l'année t moins le logarithme népérien du PIB par tête de l'année $(t-1)$. La mesure des IDE est devenue standard dans la littérature, elle est égale au ratio en pourcentage des IDE nets entrants par rapport au PIB⁸.

Conformément à notre hypothèse, la stabilité macroéconomique se résume ici à la stabilité du niveau général des prix. L'inflation est représentée par le taux d'inflation annuel. Le calcul du taux d'inflation annuel utilise l'indice de prix à la consommation moyen (base 100 en 2000). À la suite des études existantes dans la littérature, nous utilisons aussi le degré d'ouverture commerciale comme un instrument de capture des IDE. L'inclusion de cette variable comme variable instrumentale des IDE est due également au fait que la grande intégration du Sud de l'Amérique Latine et des Caraïbes via le MERCOSUR a fortement affecté les afflux d'IDE dans cette région. Le degré d'ouverture et sa variable retardée permettront ainsi de tenir compte du caractère endogène de la variable des IDE. Le degré d'ouverture commerciale est calculé en divisant la somme des exportations et des importations par le PIB. Dans un pays, une dette extérieure élevée comparativement au PIB reflète la faiblesse des comptes externes et ainsi la vulnérabilité aux variations erratiques des flux des capitaux étrangers. Plus ce ratio est élevé et plus une économie sera sensible aux chocs externes et à l'environnement international. C'est pourquoi, la variable de la dette extérieure et sa variable retardée sont prises comme des variables instrumentales de l'instabilité macroéconomique, c'est-à-dire, de la variable du taux d'inflation.

Le tableau 2 synthétise les statistiques descriptives de l'échantillon complet des pays, mais également au niveau de chaque groupe de pays. La moyenne de la croissance économique annuelle est très semblable pour les trois groupes de pays pris séparément : autour de 4 % entre 1991 et 2005⁹. En moyenne, l'inflation est plus importante dans des pays latino-américains et caraïbes. Ces derniers font face à un taux

8 Le ratio entre IDE et PIB peut également traduire le degré d'intégration dans le marché mondial ou l'économie mondiale dans certains cas.

9 Nous perdons évidemment une observation en raison du retard.

d'inflation moyen plus élevé (62 %) comparativement aux pays d'Afrique (28 %) et aux pays d'Asie (seulement 9 %). Cette dernière observation peut laisser suggérer que l'effet négatif attendu de l'inflation sera plus important dans les pays latino-américains qu'il ne le sera dans les pays africains et surtout dans les pays asiatiques. Une hypothèse qui sera évidemment testée ci-dessous. Parmi les pays en développement, les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes restent ceux qui gagnent en moyenne plus d'IDE nets entrants. Le ratio d'ouverture moyen est de 82 % pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, alors qu'il atteint seulement 75 % en moyenne dans les pays asiatiques et 71 % dans les pays africains. Par contre, les pays africains ont un niveau d'endettement moyen plus élevé comparativement à leur PIB, (97 %), alors que ce niveau est de 70 % dans les pays d'Amérique Latine et de 64 % dans les pays asiatiques. Si cette mesure de l'instabilité macroéconomique (externe) affecte la croissance économique *via* le taux d'inflation¹⁰, alors on devrait s'attendre à ce que l'instabilité macroéconomique affecte négativement et plus fortement la croissance dans les pays africains.

¹⁰ Nous rappelons que la variable de la dette extérieure (en % du IB) est utilisée comme une variable instrumentale pour la variable du taux d'inflation.

Table 2 : Statistiques descriptives

	Ensemble des pays			Groupe de pays africains			Groupe de pays latino-américains et caraïbes			Groupe de pays asiatiques		
	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum
Taux d'inflation	0.28 (2.48)	-0.26	75.34	0.14 (0.29)	-0.11	3.65	0.62 (4.41)	-0.01	75.34	0.09 (0.15)	-0.26	1.28
Degré d'ouverture (% du PIB)	75.26 (42.24)	10.83	280.36	71.18 (38.98)	10.83	275.23	81.81 (45.79)	13.75	280.36	75.39 (43.34)	15.68	228.87
Dettes extérieures (% du PIB)	82.47 (75.65)	3.61	1 059,41	96.64 (67.04)	3.61	458.93	70.39 (94.41)	18.76	1 059,41	64.15 (51.03)	6.50	360.12
IDE nets entrants (% du PIB)	3.48 (6.85)	-8.59	145.18	3.11 (8.45)	-8.59	145.17	4.83 (5.27)	-2.50	39.94	2.20 (2.70)	-2.75	15.05
Croissance PIB réel par tête	0.04 (0.06)	-0.70	0.92	0.04 (0.07)	-0.70	0.91	0.03 (0.04)	-0.12	0.17	0.05 (0.04)	-0.14	0.32
Déviation standard entre parenthèses												

Tableau 3a : Équation de croissance économique. Estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO)

Variable expliquée : $\log(\text{PIB réel par tête})_t - \log(\text{PIB réel par tête})_{t-1}$									
	Ensemble de pays		Groupe de pays africains		Groupe de pays latino-américains et caraïbes		Groupe de pays asiatiques		
	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)	(VI)	(VII)	(VIII)	
IDE	0.0009*** (0.0003)		0.0008*** (0.0004)		0.0008 (0.0005)		-0.0004 (0.0011)		
$\log(1+r)$		-0.0194*** (0.0089)		-0.0639*** (0.0212)		-0.0061 (0.0069)		-0.0026 (0.0247)	
Variable indicatrice pays	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Variable indicatrice année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
R ²	0.49	0.49	0.45	0.45	0.58		0.78	0.78	
R ² Ajusté	0.45	0.45	0.39	0.40	0.54		0.75	0.75	
Nombre d'observations	1 301	1 301	656	656	405	405	240	240	
Nombre de pays	87	87	44	44	27	27	16	16	

Notes :

Écarts-types entre parenthèses.

*** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

Tableau 3b : Équation de croissance économique. Estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO)

Variable expliquée : $\log(\text{PIB réel par tête})_t - \log(\text{PIB réel par tête})_{t-1}$

	Ensemble des pays		Groupe de pays africains		Groupe de pays latino-américains et caraïbes		Groupe de pays asiatiques	
	Spécification (1)	Spécification (2)	Spécification (1)	Spécification (2)	Spécification (1)	Spécification (2)	Spécification (1)	Spécification (2)
IDE	0.0009*** (0.0003)	0.0011*** (0.0004)	0.0008** (0.0004)	0.0011** (0.0005)	0.0008 (0.0005)	0.0007 (0.0006)	-0.0004 (0.0011)	-0.0017 (0.0013)
$\log(1+r)$	-0.0192*** (0.0088)	-0.0169*** (0.0093)	-0.0641*** (0.0211)	-0.0583*** (0.0223)	-0.0060 (0.0069)	-0.0063 (0.0073)	-0.0038 (0.0250)	-0.0524 (0.0386)
$\text{IDE} \times \log(1+r)$		-0.0023 (0.0030)		-0.0036 (0.0045)		0.0005 (0.0039)		0.0195 (0.0118)
Variable indicatrice pays	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Variable indicatrice année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
R ²	0.49	0.49	0.45	0.46	0.59	0.59	0.78	0.78
R ² Ajusté	0.45	0.45	0.40	0.40	0.54	0.54	0.75	0.75
Nombre d'observations	1 301	1 301	656	656	405	405	240	240
Nombre de pays	87	87	44	44	27	27	16	16

Notes :

Écarts-types entre parenthèses.

*** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

Tableau 4a : Équation de croissance économique. Estimation par la procédure des triples moindres carrés (3SLS)

Variable expliquée : $\log(\text{PIB réel par tête})_t - \log(\text{PIB réel par tête})_{t-1}$								
	Ensemble des pays		Groupe de pays africains		Groupe de pays latino-américains et caraïbes		Groupe des pays asiatiques	
	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)	(VI)	(VII)	(VIII)
IDE	0.0046*** (0.00083)		0.0026*** (0.001)		0.0033*** (0.0021)		-0.0013 (0.0015)	
$\log(1+r)$		-0.0260*** (0.0117)		-0.1063*** (0.0286)		-0.0033 (0.0087)		0.1066** (0.0432)
Variable indicatrice pays	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Variable indicatrice année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Chi2	1 134,54	1 248,15	516.43	540.92	546.55	573.29	672.78	669.06
Nombre d'observations	1 301	1 301	656	656	405	405	240	240
Nombre de pays	87	87	44	44	27	27	16	16

Notes :

Écarts-types entre parenthèses. Contraintes d'exclusion : $\text{IDE}_{(t-1)}$, open_t , $\text{open}_{(t-1)}$, $\log(1+r_{(t-1)})$, dette_t , $\text{dette}_{(t-1)}$. Pour le groupe de pays asiatiques, les contraintes d'exclusion concernent $\text{IDE}_{(t-1)}$, open_t , $\text{open}_{(t-1)}$, $\log(1+r_{(t-1)})$. Il est évident que quand l'équation n'inclut qu'une variable explicative dans l'approche non conditionnelle, par exemple la variable IDE, les contraintes d'exclusion seront $\text{IDE}_{(t-1)}$, open_t , $\text{open}_{(t-1)}$; et si seulement la variable d'inflation $\log(1+r_t)$ est incluse, les contraintes d'exclusion porteront sur $\log(1+r_{(t-1)})$, dette_t , $\text{dette}_{(t-1)}$

*** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

Tableau 4b : Équation de croissance économique. Estimation par la procédure des triples moindres carrés (3SLS)

Variable expliquée : $\log(\text{PIB réel par tête})_t - \log(\text{PIB réel par tête})_{t-1}$								
	Ensemble des pays		Groupe de pays africains		Groupe de pays latino-américains et caraïbes		Groupe de pays asiatiques	
	Spécification (1)	Spécification (2)	Spécification (1)	Spécification (2)	Spécification (1)	Spécification (2)	Spécification (1)	Spécification (2)
IDE	0.0065*** (0.0008)	0.0097*** (0.0012)	0.0051*** (0.001)	0.0075*** (0.0014)	0.0030*** (0.0010)	0.0034*** (0.0012)	-0.00002 (0.0017)	-0.0016 (0.0032)
$\log(1+r)$	-0.0292*** (0.0132)	-0.0140 (0.0161)	-0.1296*** (0.0313)	-0.1140*** (0.0365)	-0.0130 (0.0089)	0.0004 (0.0097)	0.0940** (0.0430)	0.0414 (0.0898)
$\text{IDE} \times \log(1+r)$		-0.0125** (0.0063)		-0.010** (0.0083)		-0.0027 (0.0055)		0.0189 (0.0265)
Chi2	1 028,56	1 028,23	481.67	478.50	553.40	566.54	812.45	793.67
Variable indicatrice pays	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Variable indicatrice année	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nombre d'observations	1 301	1 301	656	656	405	405	240	240
Nombre de pays	87	87	44	44	27	27	16	16

Notes :

Contraintes d'exclusion : $\text{IDE}_{(t-1)}$, open_t , $\text{open}_{(t-1)}$, $\log(1+r_{(t-1)})$, dette_t , $\text{dette}_{(t-1)}$. Pour le groupe de pays asiatiques, les contraintes d'exclusion concernent $\text{IDE}_{(t-1)}$, open_t , $\text{open}_{(t-1)}$, $\log(1+r_{(t-1)})$,

Écarts-types entre parenthèses.

*** significatif au seuil de 1 %, ** significatif au seuil de 5 %, * significatif au seuil de 10 %.

V. Résultats

Les résultats sont présentés pour l'échantillon complet des pays en développement considérés dans cette étude, puis séparément pour chaque groupe de pays. En plus des variables d'intérêt, toutes les régressions incluent des variables indicatrices pays et années. L'inclusion de ces variables indicatrices rend également aisé l'identification des paramètres, notamment lorsque nous utilisons la procédure des 3SLS. Nous commençons par présenter les résultats obtenus des estimations MCO. Les estimations MCO sont utilisées ici comme une base de l'analyse, bien qu'elles ne soient pas nos résultats préférés. Ensuite, les résultats basés sur la procédure des 3SLS sont analysés, tout en établissant une comparaison entre les résultats issus de la méthode MCO et ceux obtenus de la procédure 3SLS.

Le tableau 3a fournit les résultats de régressions OLS, quand nous incluons uniquement la variable IDE ou la variable du taux d'inflation dans l'équation de croissance. Cette spécification de l'équation de croissance permet d'obtenir l'effet non conditionnel des IDE entrants et l'effet non conditionnel du taux d'inflation. Les estimations confirment l'effet positif des IDE et l'effet négatif de l'inflation sur la croissance dans notre échantillon complet de pays en développement, et notamment dans le groupe de pays africains. En outre, le Tableau 3 indique que les IDE et l'inflation n'affectent pas la croissance dans le groupe de pays latino-américain et le groupe de pays asiatiques. Par conséquent, dans l'échantillon complet de pays, l'effet positif des IDE et l'effet négatif de l'inflation sont certainement induits par ceux du groupe de pays africains qui représentent la moitié de l'échantillon.

Dans l'approche conditionnelle, nous incluons à la fois la variable des IDE et la variable du taux d'inflation dans l'équation de croissance. Le tableau 3b confirme encore l'effet positif des IDE entrants et l'effet négatif de l'inflation uniquement dans l'échantillon complet de pays et dans le groupe de des pays africains. En outre, dans la spécification (2) de l'équation de croissance, le terme d'interaction entre la variable d'inflation et la variable d'IDE n'est pas statistiquement différent de zéro au seuil de 5 %. De plus, le coefficient de la variable des IDE reste quasiment inchangé, de même que le coefficient de la variable du taux d'inflation, comparativement à ceux obtenus dans l'approche non conditionnelle. De la sorte, l'existence d'un « effet de seuil » ne serait pas prouvée à la suite des estimations MCO.

Les résultats précédents peuvent être mis en doute en raison de l'utilisation de la méthode MCO pour l'estimation des effets des IDE et de l'inflation. Le caractère endogène des variables des IDE et de l'inflation a été largement montré dans la littérature et permet de rejeter les estimations MCO. Par exemple, dans la littérature, la preuve a été donnée que la plus grande intégration des pays latino-américains dans le marché mondial affecte positivement les entrées des IDE dans ces pays¹¹.

Par ailleurs, la théorie économique enseigne qu'un niveau d'endettement élevé soutient la demande intérieure, ce qui a pour effet d'élever les prix nationaux¹². La liste des variables instrumentales et la façon dont elles sont utilisées se trouvent en bas des Tableaux 4a et 4b. Le tableau 4a présente les résultats des estimations non conditionnelles, à partir de la procédure 3SLS. L'effet non conditionnel positif et significatif des IDE est retrouvé non pas seulement dans l'échantillon complet de pays et dans le groupe de pays africains, mais également dans le groupe de pays latino-américains et Caraïbes. En outre, l'effet non conditionnel négatif et significatif de l'inflation est également retrouvé uniquement dans l'échantillon complet de pays et dans le groupe des pays africains. Cependant, les coefficients estimés des variables sont

¹¹ Voir par exemple : FMI, Perspectives de l'économie mondiale : les tensions d'une reprise à deux vitesses, Coll. Etudes économiques et financières, avril 2011.

Blomström, M. (2001), "The Economics of International Investment Incentives", DAFFE/CIME OECD, November ;

Poniachik K. (2002), "Chile's FDI Policy: Past Experience and Future Challenges", OECD Global Forum on International Investment Attracting Foreign Direct Investment for Development, Shanghai, 5-6 December.

¹² Reinhart C.M. et Rogoff K.S. (2010), "Growth in a Time of Debt", The American Economic Review, vol. 100, n° 2, p. 573-578.

Blomström, M. (2001), "The Economics of International Investment Incentives", DAFFE/CIME OECD, November.

Poniachik K. (2002), "Chile's FDI Policy: Past Experience and Future Challenges", OECD Global Forum on International Investment Attracting Foreign Direct Investment for Development, Shanghai, 5-6 December.

en général plus élevés que ceux obtenus avec la méthode des MCO. Par conséquent, la procédure 3SLS améliore considérablement la précision des estimations. Dans le groupe de pays asiatiques, maintenant, le coefficient positif et statistiquement différent de zéro (au seuil de 5 %) de la variable d'inflation confirme les enseignements de la théorie économique : une évolution maîtrisée des prix stimule la production et, partant, la croissance. Rappelons que les pays asiatiques ont en moyenne le plus faible taux d'inflation parmi les trois groupes qui forment notre échantillon.

Les statistiques ci-dessus montrent que les pays du groupe des pays latino-américains et des Caraïbes faisaient face à des niveaux d'inflation plus élevés en moyenne que le groupe des pays africains et celui des pays asiatiques. Dans ce cas, l'effet non significatif de l'inflation dans le premier groupe peut paraître inattendu ou surprenant. L'explication est que dans la spécification de l'équation de croissance, la transformation du taux d'inflation ($\log(1+r)$) permet de contrôler pour les épisodes d'hyperinflation ou de forte hausse de prix qui ont caractérisé souvent les pays latino-américains sur la période de l'étude. Cette technique permet de contrôler l'influence que ces épisodes avec hausses excessives pourraient avoir sur les estimations.

Le tableau 4b présente les résultats obtenus des estimations 3SLS quand la variable des IDE et la variable du taux d'inflation sont incluses à la fois dans l'équation de croissance (approche conditionnelle). Nous commençons par les résultats obtenus à partir de la spécification (1). Les IDE affectent positivement la croissance dans l'échantillon complet de pays, dans le groupe de pays africains et dans le groupe de pays latino-américains et Caraïbes. Les effets négatifs de l'inflation sont également retrouvés à nouveau dans l'échantillon complet de pays et dans le groupe des pays africains. Le coefficient positif et significatif (au seuil de 5 %) de la variable du taux d'inflation est confirmé dans le groupe de pays asiatiques.

Dans la spécification (2), les résultats des estimations 3SLS présentent l'existence d'un effet de seuil de l'inflation dans l'échantillon complet de pays et dans le groupe de pays africains, puisque le coefficient du terme d'interaction entre la variable d'inflation et la variable d'IDE est statistiquement différent de zéro au seuil de 5 %. Ce dernier résultat permet d'établir un « effet de seuil » dans le modèle : une variation unitaire des flux nets d'IDE entrants affectera positivement la croissance économique quand le taux d'inflation annuel est plus petit que 117 % dans l'échantillon complet de pays et 112 % dans le groupe de pays africains. En d'autres termes, l'arrivée d'une unité supplémentaire d'IDE entrant n'aura pas d'effet sur la croissance économique africaine que dans des situations d'hyperinflation (de plus de 112 %). En pratique, en Afrique, l'inflation ne semble donc pas influencer les effets stimulants des IDE sur la croissance, sauf dans des circonstances exceptionnelles d'hyperinflation.. Cet effet de seuil n'est pourtant pas trouvé dans le groupe de pays latino-américains et caraïbes et dans le groupe de pays asiatiques.

En définitive, l'effet positif des IDE sur la croissance est confirmé dans le cas des pays africains, latino-américains et des Caraïbes, mais pas dans celui des pays asiatiques. A l'inverse, l'inflation paraît de nature à affecter négativement la croissance économique en Afrique. Une unité supplémentaire d'IDE ne serait profitable à la croissance africaine que dans des situations d'hyperinflation. Ce qui constitue une bonne nouvelle pour les pays africains : si ces derniers ont des politiques de stabilité des prix, l'arrivée des IDE ne peut qu'être bénéfique. En revanche, le faible niveau d'inflation dans les pays asiatiques entraîne une hausse de la croissance puisqu'il stimule la production.

VI. Conclusion

L'objet de cet article était d'analyser la relation entre croissance économique et flux d'investissement directs étrangers entrants. Cette relation est établie conditionnellement à la l'instabilité macroéconomique, c'est-à-dire dans la démarche retenue ici à l'inflation. La zone géographique ciblée, dans le cadre d'une démarche qui se voulait comparative, se réfère à trois grandes régions : l'Afrique, l'Amérique latine et Caraïbes, et l'Asie. Un tel choix se justifie doublement : la variété des espaces choisis permet de décliner l'impact des IDE sur la croissance économique pour chacune des zones isolément, mais aussi, d'emblée pour ces trois zones considérées comme un ensemble. Les pays choisis sont essentiellement des pays en développement. Ce qui évite de traiter de l'hétérogénéité (non)observée entre les pays en développement et les pays développés ou même les pays en transition.

Afin de tenir compte du caractère endogène des variables d'IDE et de taux d'inflation, nous avons opté pour une procédure 3SLS qui permet de tenir compte de la corrélation entre les termes d'erreur de toutes équations considérées dans le modèle. La transformation logarithmique du taux d'inflation a permis de contrôler les épisodes de forte hausse de prix ou d'hyperinflation.

Les résultats obtenus montrent que les flux nets d'IDE ont un effet positif dans les économies des pays africains et celles des pays d'Amérique latine et Caraïbes. L'inflation n'affecte négativement la croissance que dans les pays africains. Même si les flux d'IDE influent positivement sur la croissance de ces derniers pays, il existe un effet de seuil de l'inflation pour ces pays : une augmentation unitaire des IDE entrants n'est bénéfique pour la croissance économique qu'en dehors de périodes d'hyperinflation (le taux d'inflation ne doit pas excéder 112%). Cet effet de seuil ne semble pas exister pour les autres pays en développement non africains retenus dans l'échantillon. Il serait néanmoins intéressant de tester la validité de ces résultats sur d'autres périodes pour les pays d'Amérique latine et Caraïbes et les pays d'Asie.

Enfin, il importe de souligner que notre analyse repose sur des données de la période 1990-2005. Cette période a vu s'installer un cercle vertueux favorable à l'intégration internationale. Les pays et les zones qui ont joué la carte de l'ouverture ont été, pour beaucoup d'entre eux, payés en retour en termes d'afflux d'IDE et d'accélération de la croissance et du processus d'émergence. Ce cercle vertueux a même alimenté des attitudes de surenchère consistant à libéraliser excessivement les marchés pour s'attirer les faveurs des investisseurs internationaux. Le contexte postérieur à la crise financière internationale en cours pourrait bien transformer le sens et la portée des relations entre l'ouverture, les flux d'IDE et l'émergence économique.

Bibliographie

- Aitken, B. et Harrison A. (1999), "Do Domestic Firms Benefit from Direct Foreign Investment? Evidence from Venezuela". *American Economic Review*, 89 (3), pp. 605-618.
- Alfaro L. et Charlton A. (2007), "Growth and the Quality of Foreign Direct Investment: Is All FDI Equal". *Working Paper* prepared for the IMF New Perspectives on Financial Globalization Conference, April.
- Alfaro L. Chandra A. Kalemli-Ozcan S. et Sayek S. (2004), "FDI and Economic Growth: The role of Local Financial Markets". *Journal of International Economics*, 64. pp. 89-112.
- Balasubramanyam V. Salisu M. et Sapsford D. (1999), "Foreign Direct Investment as an Engine of Growth". *Journal of International Trade and Economic Development*, 8(1), pp. 27-40.
- Balasubramanyam V. Salisu M. et Sapsford D. (1996), "Foreign Direct Investment and Growth in EP and is Countries". *Economic Journal*, 106, pp. 92-105.
- Bleaney M.F. (1996), "Macroeconomic Stability, Investment and Growth in Developing Countries". *Journal of Development Economics*, 48, pp. 461-477.
- Blomström, M. (2001), "The Economics of International Investment Incentives", DAFPE/CIME OECD, November.
- Blomstrom M. Lipsey R.E. et Zejan M. (1994), "What Explains Growth in Developing countries?". *NBER Discussion Paper* 1924.
- Blomstrom M. et Persson H. (1983), "Foreign Investment and Spillover Efficiency in an Underdeveloped Economy: Evidence from the Mexican Manufacturing Industry". *World Development*, 11(6), pp. 493-501.
- Borensztein E.J. De Gregorio J. and Lee J-W. (1998), "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?" *Journal of International Economics*, 45 (1), pp. 115-135.
- Campos N. F et Kinoshita Y. (2002), "Foreign Direct Investment as Technology Transferred: Some Panel Evidence from the Transition Economies". *The Manchester School*, 70 (3), pp. 398-419.
- Campos N.F. et Kinoshita Y. (2002), "When is FDI good for growth? A First Look at the Experience of the Transition Economies". *Working Paper*. 2nd MDT Meetings, Rio de Janeiro.
- Carkovic M. et Levine R. (2002), "Does Foreign Direct Investment Accelerate Economic Growth?". University of Minnesota. *Working Paper*.
- De Mello L. Jr. (1999), "Foreign Direct Investment-Led Growth: Evidence from Time Series and Panel Data". *Oxford Economic Papers*, 51 (1), January.
- Fisher S. (1993), "The Role of Macroeconomic factors in Growth". *Journal of Monetary Economics*, 32 (3), pp. 485-512.

- FMI (2011), Perspectives de l'économie mondiale : les tensions d'une reprise à deux vitesses, Coll. Etudes économiques et financières, avril.
- Gbakou M.B.P., Sadni-Jallab M. et Sandretto R. (2008), "Foreign Direct Investment, Macroeconomic Instability and Economic Growth in MENA Countries". *Gate Working paper*, n° 08-17, juin (téléchargeable à : <ftp://ftp.gate.cnrs.fr/RePEc/2008/0817.pdf>).
- Greenhalgh C et Mark Rogers M. (2007), "The Value of Intellectual Property Rights to Firms". *Discussion Paper Series Oxford Intellectual Property Research Centre St Peter's College, Oxford*, n° 319. March.
- Haddad M. et Harrison A. (1993), "Are there spillovers from direct foreign investment?". *Journal of development Economic*, 42, pp. 51-74.
- Javorcik B.S. (2004), "Does Foreign Direct Investment increase the Productivity of Domestic Firms? In Search of Spillovers through Backward Linkages". *American Economic Review*, 94 (3), pp. 605-627.
- Judson R.A. et Owen A.L. (1999), "Estimating Dynamic Panel Models: A Practical Guide for Macroeconomists". *Economics Letters*, 65, pp. 9-15.
- Kawai H. (1994), "International Comparative Analysis of Economic Growth: Trade Liberalization and Productivity". *Developing Economies*, 32, pp. 372-397.
- Kholdy S. (1995), "Causality Between Foreign Investment and Spillover Efficiency". *Applied Economics*, 27 (8), pp. 745-49.
- Kormendi R.C. et Meguire P.G. (1985), "Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-country Evidence". *Journal of Monetary Economics*, 26 (2), pp. 141-164.
- Mansfield E. et Romeo A. (1980), "Technology Transfer to Overseas Subsidiaries by U.S.-Based Firms". *Quarterly Journal of Economics*, 95 (4), pp. 737-750.
- McGahan A. et Silverman B. (2006), "Profiting from technological innovation by others: The effect of competitor patenting on firm value". *Research Policy*, 33, 1222-1242.
- Merges R. P. (1997), "The End of Friction? Property Rights and Contract in the 'Newtonian'". *World of On-Line Commerce. Berkeley Technology Law Journal*, Vol. 12, No. 1.
- Poniachik K. (2002), "Chile's FDI Policy: Past Experience and Future Challenges", OECD Global Forum on International Investment Attracting Foreign Direct Investment for Development, Shanghai, 5-6 December.
- Rappaport J. (2000), "How Does Openness to Capital Flows Affect Growth?". *Research Working Paper*, RWP 00-11 Federal Reserve Bank of Kansas City, December.
- Reinhart C.M. et Rogoff K.S. (2010), "Growth in a Time of Debt", *The American Economic Review*, vol. 100, no 2, p. 573-578.
- Teece D. J. (1986), "Profiting from technological innovation". *Research Policy*, 15(6), 285-305.
- Teece D. J. (2006), "Reflections on 'Profiting from innovation'". *Research Policy*, 35(8), 1131-1146.